

L'actualité sur le terrain

Réforme de l'aide à l'autonomie : des pistes accueillies favorablement

Après l'annonce par François Hollande le 25 janvier dernier, en clôture du congrès de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (Uniopss), d'une réforme de l'aide à l'autonomie pour fin 2013 [\(1\)](#), Michèle Delaunay, ministre déléguée aux personnes âgées et à l'autonomie, a organisé une première réunion de concertation le 5 février avec une dizaine d'organisations représentatives, dont l'Uniopss.

Cette dernière salue « cette initiative, en phase avec les préoccupations qu'elle avait adressées au nouveau gouvernement en mai dernier ». Durant la réunion du 5 février, Michèle Delaunay a évoqué la question du financement des aides à l'autonomie ainsi que certaines pistes qui s'inscrivent dans les priorités définies par l'Uniopss : l'adaptation de l'offre aux besoins, mais aussi une réforme de la tarification des établissements et une refonte des diverses aides financières publiques. L'objectif, pour l'organisation, est de « ne pas écarter les personnes issues des classes moyennes, aujourd'hui pénalisées par le système de prise en charge financière des frais de séjour ». Elle veillera d'ailleurs à ce que les mesures correspondent à « une réelle avancée ».

L'AD-PA (Association des directeurs au service des personnes âgées), également présente le 5 février, s'est dite « satisfaite » de la promesse de Michèle Delaunay de réduire le fossé entre le coût des établissements et les revenus des résidents (voir ce numéro, page 8). Toutefois, elle rappelle que cet objectif devra passer par « la création d'aides nouvelles à travers la prestation autonomie ». Elle estime en effet peu envisageable la réduction des coûts dans un secteur déjà sous-doté. Quant à la **Fnaqpa** (Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées), elle souhaite que la réforme permette d'améliorer « l'accessibilité financière » mais aussi « l'attractivité » des maisons de retraite. Une deuxième réunion de concertation est prévue le 19 février avec la ministre.